

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN
COMMUNE DE BUHL**

Le Maire de la Commune de BUHL

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.3334-2, L.3335-4 et L.3342-1

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.3334-2, L.3335-4 et L.3342-1

VU l'arrêté préfectoral n°2011-150-4 du 30 mai 2011 modifié portant règlement de la police départementale de débits de boissons

VU la demande présentée le 20 août 2022 par M. JARDOT Gaëtan agissant en qualité de **Président de Festi'Buhl** sollicitant l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire dans le cadre de l'organisation d'une bourse de vêtements le **samedi 10 septembre et le dimanche 11 septembre 2022**.

CONSIDERANT qu'une autorisation de débit de boissons temporaire en application de l'article (L3334-2 ou L.3335-4) du Code de la Santé Publique est ainsi justifiée,

CONSIDERANT que la demande présentée par M. JARDOT Gaëtan constitue la 3^{ème} autorisation de l'année en cours pour l'association

ARRETE N°220/2022

Article 1^{er} : M. JARDOT Gaëtan, **Président de Festi'Buhl**, est autorisé à exploiter un débit de boissons temporaire de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie, le **samedi 10 septembre 2022 de 8h00 à 17h et le dimanche 11 septembre 2022 de 8h00 à 15h**.
L'implantation de la buvette sera située dans la salle communale de la Gymnastique sis 5, rue de l'Ecole.

Article 2 : il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des premier et troisième groupes définis à l'article L.3321-1 du Code de la Santé publique :

- *Groupe 1* : les boissons sans alcool ou les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1.2° d'alcool ;
- *Groupe 3* : les vins, bières, cidres, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et de Jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2° à 3° d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 ° d'alcool pur.

Article 3 : L'organisateur est tenu de veiller à ce que toutes les prescriptions locales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des débits de boissons soient respectées. (interdiction de vente d'alcool aux mineurs et heure de fermeture)

- Article 4 :** Cette autorisation n'est valable que pour la personne et la manifestation mentionnée ci-dessus. L'accès des lieux est interdit aux mineurs des deux sexes non accompagnés de leurs parents ou tuteurs. L'organisateur, sous la responsabilité de son Président devra appeler l'attention des participants sur le fait que tout auteur de troubles nocturnes, sur la voie publique et sur les lieux de la manifestation sera poursuivi conformément à la loi. L'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage, notamment à partir de 22 heures. Les auditions de musique devront être réduites dès 22 heures.
- Article 5 :** Madame la directrice générale des services de la commune de Buhl et le Commandant de la brigade de gendarmerie de Guebwiller sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. JARDOT Gaëtan. La présente autorisation devra être présentée sur leur demande, aux agents de l'autorité.
- Article 6 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie de Guebwiller, au demandeur.

Fait à BUHL le 23 août 2022

Le Maire,
Yves COQUELLE

A large, stylized blue ink signature of Yves Coquelle, the Mayor of Buhl, is written over the official seal of the Mairie de Buhl. The seal is circular and contains the text 'MAIRIE DE BUHL' at the top and 'Haut-Rhin' at the bottom, with a central emblem depicting a building and a sun.

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.